



Bulletin d'information des activités de la Section RSS-DDR de la MINUSMA

Des avancées dans le processus de Cantonement-DDR accéléré-Intégration

P.02

Les projets de réduction de violence communautaires battent leur plein

P.05

Campagnes de Sensibilisation sur le DDR et le Cantonnement

P.09

Appui de la Mission dans la réforme du secteur de la sécurité au Mali

P.10

DDR

Désarmement
Démobilisation
Réintégration

Axes prioritaires

Cantonnement
DDR accéléré
Intégration

Des avancées dans le processus de Cantonnement-DDR-Intégration

Dans cette partie du bulletin, vous trouverez des informations sur l'état d'avancement de la construction des sites de cantonnement proposés par les mouvements signataires de la Coordination de Mouvements de l'Azawad (CMA) et la Plateforme, sur le processus de DDR et la mise en œuvre des projets de Réduction de la Violence Communautaire (RVC).

La mise en œuvre du DDR est toujours confrontée à différents défis parmi lesquels on peut citer, entre autres, la méfiance entre les parties signataires de l'Accord, les risques de sabotage du processus par les groupes extrémistes et ou non-signataires et le possible rejet des ex-combattants par les communautés d'accueil choisies sans oublier le nombre croissant de jeunes qui veulent coûte que coûte rejoindre le processus.

L'évolution de la situation sécuritaire dans le

nord du Mali reste également une question préoccupante qui se caractérise par des affrontements et des conflits internes aux groupes. Face à cette situation, les parties signataires ont compris la nécessité de mettre en œuvre les mécanismes prévus par l'Accord et se sont engagées à opérationnaliser les bataillons du Mécanisme Opérationnel de Coordination (MOC) pour conduire des patrouilles mixtes dans les régions du Nord du Mali, afin de sécuriser les populations, les autorités intérimaires et les sites de cantonnement.

1. Cantonnement

Conformément à la résolution 2295 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, dans son paragraphe 19 et à l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali dans son Titre 3 et Annexe II, le cantonnement des combattants des parties signataires de la Plateforme et de la CMA est une étape cruciale dans la mise en œuvre du processus de la Réforme du Secteur de Sécurité (RSS) et du Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR).

La construction de 8 sites de cantonnement proposés par la CMA et la Plateforme s'exécute en deux phases. La première phase, qui concerne les trois sites proposés par la Plateforme, notamment Likrakar (région de Tombouctou), Fafa (région de Gao) et Inagar (région de Ménaka), est terminée et les sites sont prêts à abriter les ex-combattants. La deuxième phase, qui concerne les 5 autres sites dont 4 proposés par la CMA, notamment à Ber (région de Tombouctou), Ilouk (région de Gao), Tinfadimata (région de Ménaka), Tessalit (dans la région de Kidal) et 1 proposé par la Plateforme à Tabankort (région de Gao) seront opérationnels (l'eau, l'électricité, les latrines et les tentes seront installés) d'ici la fin du mois d'octobre 2016.



Visite de la délégation de la MINUSMA/Gao sur le site de Fafa, juin 2016

3 sites de cantonnement opérationnels

- **Likrakar (Tombouctou)**
- **Fafa (Gao)**
- **Inagar (Ménaka)**

En effet, lors d'une visite du site de cantonnement d'Inagar par une équipe conjointe MINUSMA-UNOPS le 14 juin 2016, le chef de village d'Inagar a promis d'« encourager la population et les mouvements armés dans la région, afin de fournir toute la coopération et le soutien nécessaires à la MINUSMA et à son partenaire d'exécution jusqu'à l'accomplissement des travaux de construction ». Ce même enthousiasme a été observé le 18 juillet 2016 sur le site de Likrakar lors d'une visite effectuée par le chef DDR.



Chef DDR en visite au site de cantonnement de Likrakar, juillet 2016

Les progrès actuels constatés dans la construction des sites ont créé un climat d'espoir et de confiance des populations envers les processus de cantonnement et de DDR.



Bâtiments du site de cantonnement de Likrakar, juillet 2016



Les sages du village Salam, Site de cantonnement de Likrakar, juillet 2016

Ce même sentiment d'espoir a été exprimé par les autorités locales, régionales et les leaders des mouvements armés lors de la visite du Site de Fafa le 8 août par le Ministre de la Défense et des Anciens combattants accompagnés par Madame Mbaranga Gasarabwé, Adjoint au Représentant Spécial du Secrétaire-Général pour les questions humanitaires au Mali (RASG/CR/CH).



Visite de la RASG/CR/CH et le Ministre de la Défense et des Anciens combattants au site de Fafa, Août 2016

Toutefois, l'une des conditions majeures de ce processus DDR-Intégration est la remise officielle des listes certifiées des combattants à cantonner, par les mouvements signataires. Le 13 mai 2016, la CMA a fourni une liste provisoire de 18.000 combattants, qui est largement supérieur aux 10.000 estimés par différentes sources indépendantes. La vérification des combattants prévue par le Mode opératoire pour le cantonnement permettra de clarifier la situation.

2. Programme DDR

Depuis novembre 2015, la Section RSS-DDR fournit un appui technique au groupe de travail ad-hoc sur le DDR, composé des représentants des parties signataires (Gouvernement du Mali, CMA et Plateforme), et de la Banque mondiale dans l'élaboration du projet de Programme national DDR inclusif et l'opérationnalisation des structures relatives au bon déroulement des processus de

cantonement et DDR. C'est ainsi que la section RSS-DDR a soutenu au sein de la CTS à la mise en œuvre du processus DDR accéléré-Intégration devant permettre l'opérationnalisation des bataillons chargés des patrouilles mixtes. La Section a également préparé un projet de plan de soutien au cantonnement et au DDR qui définit les rôles et les responsabilités du gouvernement Malien et des mouvements signataires ainsi

que celles de la MINUSMA et des partenaires internationaux dans la mise en œuvre des processus DDR accéléré-Intégration, cantonnement et DDR au Mali, conformément à l'Accord de paix et les différentes résolutions des Nations Unies sur le Mandat de la MINUSMA. Aussi, a-t-elle partagé avec les partenaires les leçons apprises ainsi que les défis et les opportunités pris en compte par d'autres pays dans la mise en œuvre de leur programme DDR-Intégration.

Le processus DDR accéléré-Intégration

L'accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger recommande de faire passer tous les combattants de la CMA et de la Plateforme par le processus de cantonnement-DDR avant la réinsertion socio-économique et/ou l'intégration dans les Forces de Défense et de Sécurité Maliennes (FDSM) pour ceux qui rempliront les critères d'intégration. C'est ainsi que la CTS a proposé de faire un DDR-Intégration

spécial qui permettra de mettre en place, 3 bataillons composés d'éléments des FAMA, de la Plateforme et de la CMA, sous la supervision du MOC pour mener des patrouilles mixtes dans les régions de Gao, Tombouctou et Kidal afin de sécuriser les populations locales, les autorités intérimaires et les sites de cantonnement. C'est dans ce cadre qu'en avril 2016, la Section RSS-DDR a facilité le transport de matériels logistiques pour la

construction de sites du MOC pouvant héberger le premier bataillon de 600 éléments.

En juillet et août 2016, la Section RSS-DDR, en collaboration avec le Ministère de la Défense et des Anciens Combattants, a organisé une formation de renforcement de capacités au profit de plus de 60 agents opérateurs de saisie dans les villes de Bamako et Gao. Cette formation facilitera les opérations d'enregistrement biométrique des

combattants, de leurs armes et des moyens roulants tout au long du processus. Pour Seidou Kamara, un des agents opérateurs de saisie, la formation lui a permis de savoir comment prendre l'empreinte digitale et

remplir les informations sur les combattants à partir d'un enregistrement biométrique. Aussi, a-t-il assuré « nous allons utiliser ces connaissances à bon escient conformément aux attentes de nos formateurs ».

3. Projets RVC

Durant l'année budgétaire Juillet 2015/Juin 2016, la MINUSMA a alloué près de 3 millions de dollars US (17,6 milliards de FCFA) à la Section RSS-DDR pour la mise en œuvre de 44 projets de réduction de la violence communautaire (RVC) dans les quatre régions du nord du Mali, nommément Kidal, Gao, Tombouctou et Mopti.

Année Budgétaire	Partenaires de mise en œuvre	Régions				Total
		Kidal	Gao	Tombouctou	Mopti	
2014-15	UNOPS	3	3	4	1	11
2015-16	OIM	0	3	2	0	5
	ONG Locales	8	13	11	7	39
	Total	11	19	17	8	55

Tableau récapitulatif par région des projets RVC financés par la MINUSMA au nord du Mali

Pour rappel, les projets RVC visent à contribuer à l'amélioration de l'environnement sécuritaire à travers la promotion du dialogue et de la réconciliation entre les ex-combattants et les autres membres de la communauté, afin de permettre la mise en place de projets communs

répondant aux besoins socio-économiques primaires des communautés bénéficiaires vivant aux alentours des sites de cantonnement ou dans d'autres zones affectées par le conflit.

Les projets RVC contribuent également à la rénovation/

réparation d'infrastructures de base, à l'amélioration des conditions socio-économiques et à l'appui à la création de groupements d'intérêts économiques de nature à rendre les communautés plus attractives et favorables au retour des ex-combattants.



Formation sur la saisie biométrique des ex-combattants, juin 2016



Champ de riz à Didi, Tombouctou, mai 2016



Système solaire du Centre de Santé Mondoro, Mopti, avril 2016

Réhabilitation de la maison des Femmes de Kidal

Le 24 mai 2016, le Chef DDR de la Section RSS-DDR, accompagné du Chef a.i. du Bureau régional de la MINUSMA à Kidal a présidé la cérémonie de lancement des travaux de réhabilitation de la « Maison des Femmes » de Kidal. Près de 150 personnes, y compris les bénéficiaires du projet, y ont pris part.

Cette initiative a vu le jour grâce à l'engagement de la RASG/CR/CH auprès des femmes et vise leur autonomisation ainsi que la promotion de la cohésion sociale et la réduction des violences au sein des communautés de la région de Kidal. Les représentantes des femmes ont exprimé leur appréciation et gratitude à l'encontre de la RSASG/CR/CH pour son engagement personnel ayant permis la réalisation effective de ce projet.



Maison des Femmes de Kidal, septembre 2016

Lots de projets RVC remis à Tombouctou

Le 14 avril 2016, la Section RSS-DDR a officiellement remis aux autorités de Tombouctou le deuxième lot de trois projets RVC financés par la MINUSMA et mis en œuvre par son partenaire d'exécution le bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS). Il s'agit de la rénovation de l'abattoir dans la commune de Sans Fil, la construction d'un marché de bétails dans la commune de

Djingareyber et l'électrification du Port de Koriomé. La cérémonie a été présidée par le Maire de Tombouctou en présence du Chef du Bureau régional de la MINUSMA à Tombouctou. Pour les communautés bénéficiaires, ces projets RVC contribuent effectivement à la réduction de violences communautaires par la création d'emplois temporaires

pour les jeunes et les femmes. Selon les femmes de Koriomé, la lumière produite par les lampes solaires du Port de Koriomé a sensiblement contribué à la réduction des cas d'actes de banditisme et de criminalité commis contre les femmes commerçantes. Elle a également permis aux élèves de mieux apprendre leurs leçons le soir et d'améliorer ainsi leurs résultats scolaires.



Système Solaire du Centre de Santé Communautaire Mondoro, Mopti, avril 2016



Marché de bétails, Commune de Djingareyber, Tombouctou - avril 2016

Projets RVC et assainissement

Les équipes de la Section RSS-DDR sur le terrain ne cessent de se mobiliser pour encourager les initiatives qui favorisent la cohésion sociale et la réconciliation. En avril et mai 2016, la Section RSS-DDR a financé deux projets d'assainissement dans les régions de Kidal et de Mopti qui ont positivement impacté sur la salubrité des communes considérées mais ont également créé des emplois temporaires pour plus de 200 femmes et jeunes à risques pour une durée de six mois.



KIDAL

L'association des femmes d'ALMUD de Kidal a bénéficié de ce projet d'assainissement de la ville de Kidal. Selon le Chef d'équipe RSS-DDR à Kidal, l'objectif principal des projets RVC dans la région est de créer des activités génératrices de revenus (AGR) pour la plupart des groupes sociaux vulnérables, notamment les femmes et les jeunes touchés par le conflit. Ces projets visent ensuite le renforcement de la cohésion sociale des communautés à travers les organisations communautaires qui pourront faciliter la réinsertion socio-économique des femmes et des enfants associés aux groupes armés.

MOPTI

Lors de sa visite de travail le 24 avril à Mopti, le Chef DDR s'est entretenu avec des jeunes en pleine campagne d'assainissement de la berge du fleuve Bani et de la digue Est de Mopti. Dans son allocution, il les a exhortés à être les acteurs de la paix et de la pérennisation de ce projet avec l'implication des autorités locales, en l'occurrence ceux de la mairie de la commune de Mopti. Ce projet a non seulement créé des emplois temporaires pour ces jeunes mais il a aussi donné l'occasion à l'équipe RSS-DDR sur le terrain de discuter avec eux sur les questions liées aux processus de cantonnement et du DDR.



RSS

Réforme du Secteur de la Sécurité

Dans sa résolution 2295 du Conseil de Sécurité (Mars 2016), le nouveau mandat de la MINUSMA prévoit l'appui aux autorités nationales dans la reconstitution, la réforme et le retour des forces de défense et de sécurité Maliennes au Centre et au Nord du pays, selon les termes de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali dans son Titre 3 et Annexe 2.

Entre mars et août 2016, le Sous-comité Défense et Sécurité (SCDS) du Comité de suivi de l'Accord (CSA), coprésidé par la Médiation Algérienne et le Directeur de la Section RSS-DDR au nom de la MINUSMA, a tenu 4 réunions ordinaires durant lesquelles la nomination des Autorités intérimaires au nord du Mali était intrinsèquement liée à la soumission de la liste des membres du Conseil National pour la Réforme du Secteur de la Sécurité (CNRSS), de la Commission Nationale de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (CNDDR) et la Commission d'Intégration (CI) par les mouvements signataires de la Plateforme et de la CMA. Ce blocage politique a exacerbé le retard déjà enregistré dans la mise en œuvre du processus de RSS.

En juin 2016, le Président de la République du Mali a signé le décret fixant le cadre

institutionnel de la réforme du secteur de la sécurité. Cependant, la nomination de ses membres et son opérationnalisation restent à faire. Pour rappel, la Section RSS-DDR a sécurisé un financement sous le fonds fiduciaire 'Paix et Sécurité' pour la rénovation et l'équipement des locaux du



Neuvième session du SCDS, juin 2016

CNRSS et de sa cellule technique, le Commissariat à la RSS (CRSS).

En attendant le fonctionnement de cet organe indispensable au processus RSS-DDR, la Section continue à apporter un appui aux autorités et acteurs nationaux dans la réforme des institutions de sécurité Maliennes à travers des initiatives de renforcement des capacités selon les axes prioritaires suivants : (1) Appui à la réforme de la défense et de la sécurité intérieure ; (2) Appui à la veille démocratique du secteur de la sécurité pour la société civile et la Commission Défense nationale, Sécurité et Protection civile (CDNSPC) de l'Assemblée nationale ; (3) Appui

Axes prioritaires

Défense & Sécurité Intérieure
Veille démocratique
Sécurisation des frontières

à la sécurisation des frontières et la lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre.

La Section RSS-DDR assure la coordination des activités de RSS et DDR avec les partenaires internationaux, conformément au mandat de la Mission. A ce titre, une réunion du Groupe de travail technique RSS-DDR a été conviée pour une mise au point des efforts de la communauté internationale dans l'appui aux autorités nationales dans la RSS et le DDR. La Section a aussi organisé des réunions ad-hoc de coordination des groupes thématiques.

Au niveau de la mission, la Section continue de travailler d'une manière intégrée avec les autres composantes telles que les Unités Genre, Protection de la Femme, Protection de l'Enfant ainsi que les Affaires civiles, UNPOL et la Force dans l'appui aux acteurs nationaux pour une meilleure prise en compte des questions transversales dans la mise en œuvre du processus RSS-DDR. C'est en ce sens que la Section a initié l'élaboration d'une stratégie RSS intégrée au niveau de la mission avec un plan d'action associé qui permettra une meilleure coordination des activités entre les composantes concernées.

1. Défense & Sécurité intérieure

Dans le cadre de l'appui à la réforme du secteur de la défense, la Section conduit des activités de monitoring, de coordination, d'évaluation et de renforcement des capacités au profit des personnels et des structures du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants (MDAC). Toutes ces activités s'intègrent dans l'appui à la mise en œuvre de la Loi d'orientation et de programmation militaire (LOPM) 2015-19 adoptée par le gouvernement.

Appui à la mise en œuvre de la LOPM. En vue du renforcement des capacités de formation des personnels militaires, la Section RSS-DDR a mis en œuvre deux (2) projets à impact rapide au profit du Centre d'instruction Boubacar Sada SY à Koulikoro. Ces travaux ont porté sur: la rénovation de l'amphithéâtre, des toilettes des salles de classe et des blocs de toilettes, des logements de l'Ecole Militaire Interarmes (EMIA); ainsi que l'équipement de la salle informatique avec 18 ordinateurs, pour une valeur de 42,3 millions de FCAF. Les infrastructures et équipements ont fait l'objet d'une remise officielle le 14 avril 2016 par la Représentante Adjointe du Secrétaire Général chargée des questions Humanitaires (RASG/CH/CR), à Koulikoro au Chef d'Etat-major Général des Armées.



Un projet subséquent d'appui à la réhabilitation du château d'eau et canalisations est en cours d'exécution pour renforcer la disponibilité en eau potable au sein du Centre d'Instruction Boubacar Sada SY de Koulikoro pour une valeur de 62,2 millions de FCFA.

Appui au contrôle et à la redevabilité des Forces de Défense et de Sécurité. Dans le cadre de la redevabilité des institutions de sécurité, trois structures de l'Etat-major Général des Armées (le Commissariat des Armées, la Direction centrale des services de santé des Armées, l'Armée de Terre) ont bénéficié d'un appui de la Section par la reproduction de 9.000 documents de gestion et de contrôle, 5.000 livrets sanitaires et 84.000 documents d'administration, de gestion, d'instruction pour une valeur de 53,4 millions de FCFA.

Ce lot a été remis le 28 avril 2016 par M. Samba Tall, Directeur de la Section RSS-DDR au Chef d'état-major Adjoint des Armées lors d'une cérémonie officielle dans la salle de conférence du Ministère de la Défense et des Anciens combattants.

Renforcement de capacités. La section RSS-DDR a appuyé le MDAC, à la demande du Ministre, dans l'organisation de journées de réflexion sur le concept de la Commission d'Intégration et les critères d'intégration des ex-combattants le 7 avril 2016. En outre, un appui financier sera octroyé pour l'organisation d'un séminaire de réflexion sur la stratégie de lutte contre le terrorisme dont la préparation est en cours.



2. Veille démocratique

de 2 jours s'est tenu à l'Hôtel El Farouk à Bamako et a réuni environ 50 participants, tous représentants d'associations de jeunes et femmes. Il visait à leur donner des connaissances de base sur le concept de la RSS et à encourager leur participation active dans le processus national de RSS, notamment dans la veille citoyenne du secteur de la sécurité, tout en mettant un accent sur l'importance de la prise en compte du genre dans la mise en œuvre effective du processus national. Deux recommandations



principales ont découlées de cet atelier, la création d'une plateforme de la jeunesse pour la RSS et le DDR et une formation approfondie sur la RSS et le DDR et les outils de sensibilisation.

La Section RSS-DDR a organisé un atelier sur l'élaboration du Plan Stratégique Triennal 2016-18 de la Commission défense nationale, Sécurité et Protection Civile de l'Assemblée nationale, en collaboration avec le National Democratic Institute (NDI) à Bamako. Cet atelier a été présidé par le Président de



Appui à la CDNSPC dans la veille démocratique du secteur de la sécurité. Les 8 et 9 mars 2016,

la Section RSS-DDR a organisé un atelier sur l'élaboration du Plan Stratégique Triennal 2016-18 de la Commission défense nationale, Sécurité et Protection Civile de l'Assemblée nationale, en collaboration avec le National Democratic Institute (NDI) à Bamako. Cet atelier a été présidé par le Président de l'Assemblée nationale, la RASG/CR/CH et le Directeur du NDI, ainsi que les représentants des Ambassades de la Norvège et du Danemark comme principaux contributeurs au Programme Sahel de NDI. Les membres de la CDNSPC, notamment son Président, ont pris part à l'activité, en présence des représentants des missions diplomatiques et des organisations internationales, telles que EUCAP/Sahel-Mali. 300 copies du rapport final de l'atelier d'auto-évaluation de la Commission sur leurs capacités et le cadre juridique de leur rôle dans le contrôle démocratique du secteur de la sécurité, tenu en Décembre 2014, ont été officiellement remis par la RASG/CR/CH Président de l'Assemblée nationale.

Les recommandations issues de ce rapport ont servi de base pour l'élaboration du plan stratégique triennal que la Section RSS-DDR et le NDI ont initiés et présentés à la Commission pour sa finalisation lors de l'atelier.

Du 4 au 8 avril 2016, la Section RSS-DDR en collaboration avec le National Democratic Institute (NDI), a fourni un appui technique et logistique à la délégation de la CDNSPC de l'Assemblée nationale, dirigée par le Président de la Commission, dans sa première mission d'évaluation du secteur de la sécurité dans les régions de Gao, Tombouctou et Ménaka, au Nord du Mali. La mission de 4 jours a permis à la délégation de faire le bilan des conditions de vie et de travail des Forces de défense de sécurité maliennes sur le terrain.



Renforcement des capacités de la société civile et des Assistants parlementaires. Du 9 au 28 mai 2016,

60 membres de la Plateforme pour l'Engagement des Jeunes dans la RSS-DDR (PEJ / RSS-DDR) et les adjoints parlementaires ont participé à une formation des formateurs sur la RSS et le DDR à l'Ecole de Maintien de la Paix Alioune Blondin Bèye (EMPABB) à Bamako. Cette activité a été organisée par la Section RSS-DDR, avec l'appui technique et financier de l'EMPABB et en collaboration avec le National Democratic Institute et la Coalition Nationale de la Société Civile pour la Paix et la Lutte contre la Prolifération des Armes Légères (CONASCIPAL).



La formation, divisée en 3 sessions d'une semaine pour 20 participants chacune, est en ligne avec le mandat de la MINUSMA d'appui au contrôle démocratique du secteur de la sécurité pour les membres de l'Assemblée nationale et les organisations de la société civile. Il convient de noter que la formation a été initiée conformément à l'une des deux principales recommandations de l'atelier sur la jeunesse dans la RSS; la première étant la création de la PEJ/RSS-DDR, créé le 25 Mars 2016.



3. Sécurisation des frontières

Ministère de l'Administration Territoriale pour la relecture de la Politique Nationale des Frontières; appui à la Direction Nationale des Eaux et Forêts (DNEF) du Ministère de l'Environnement pour le déploiement des gardes forestiers dans la zone de Gourma, située entre les villes de Mopti et Gao, le long de la frontière avec le Burkina Faso.



L'équipe de sécurisation des frontières au sein de la Section RSS-DDR continue la mise en œuvre de deux projets-clés: appui à la Direction Nationale des Frontières (DNF) du

Appui à la révision de la politique nationale des frontières. En 2014, la DNF a entamé la révision de la politique nationale des frontières datant de l'an 2000 à travers l'organisation de six (6) ateliers régionaux en vue de définir les actions du gouvernement et ses partenaires aussi bien dans les zones frontalières que dans les domaines du développement et de la sécurité humaine.

Au mois de mars 2016, la Section RSS-DDR de la MINUSMA a appuyé l'organisation de deux ateliers de consultations à Gao pour les régions de Gao et Ménaka et une autre pour la région de Kidal. Près de soixante-dix représentants étatiques et non-étatiques ont été conviés pour partager leurs vues sur la situation dans les zones frontalières et formuler des recommandations pour une meilleure gestion des frontières.

Les rapports de ces deux derniers ateliers et ceux des ateliers régionaux précédents ont été consolidés lors d'une retraite d'experts Maliens à Kangaba (région de Koulikoro) au courant du mois de mai 2016. Un atelier national de validation du document final est prévu à Bamako pour conclure ce

processus. La Section RSS-DDR finance ces activités à travers le fonds fiduciaire 'Paix et Sécurité' de la MINUSMA pour US\$800.000 dollars. La nouvelle Politique Nationale des Frontières offrira une base solide pour les futures stratégies opérationnelles. Pour l'exécution de ce projet en appui à la DNF, la MINUSMA RSS-DDR travaille en étroite collaboration avec l'Organisation Internationale pour la Migration (OIM), l'EUCAP-Sahel-Mali ainsi qu'avec les Coopérations Allemande et Japonaise.

Appui au déploiement des gardes forestiers de la DNEF dans la région du Gourma. Cette zone reculée

est le fief des bandits et des braconniers munis d'armes de guerre et qui menacent les communautés locales mais particulièrement l'une des dernières hordes d'éléphants vivant dans la zone frontalière partagée entre le Mali et le Burkina Faso. A travers l'ONG «Wild Foundation» et sous le financement du



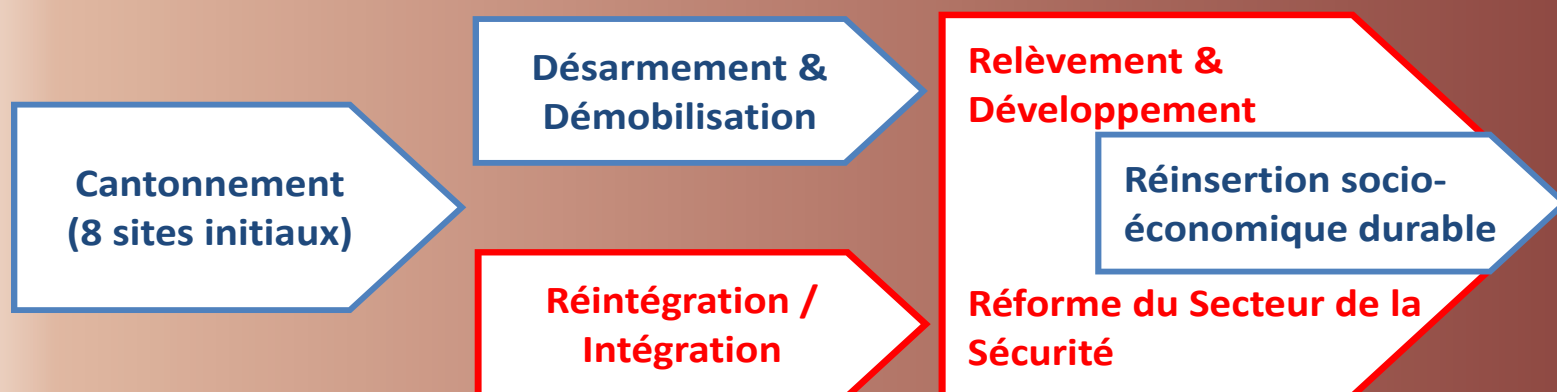
Gouvernement du Canada, la MINUSMA (Section RSS-DDR et Unité Environnement et Culture) renforce les capacités des gardes forestiers à travers des formations spécialisées et pratiques sur la lutte contre le braconnage à Douentza (Région de Mopti). En plus, en avril 2016, la Section RSS-DDR a organisé une mission spéciale en hélicoptère pour monter deux antennes de communication sur les montagnes typiques du Gourma, afin d'améliorer le suivi des éléphants par les gardes forestiers. Dans la prochaine phase, il est prévu de construire des bases de patrouille pour la DNEF et de fournir des moyens de transport supplémentaires. Ce

projet qui devrait sauvegarder ce patrimoine naturel du Mali et mieux sécuriser les communautés locales, contribue également à la restauration de l'autorité de l'Etat au Mali.

Finalement, la Section RSS-DDR continue d'organiser des rencontres régulières avec les partenaires nationaux et internationaux qui travaillent sur la sécurisation des frontières au Mali, pour un partage d'information et la coordination des initiatives sur le terrain. Il est devenu clair que la stabilisation du Mali ne peut se faire qu'à travers la mise en place et le fonctionnement de postes de contrôle et la conduite de patrouilles régulières dans les zones intervalles, en plus des initiatives de dialogue et développement communautaire dans ces zones frontalières.



LES GRANDES LIGNES DU PROCESSUS CANTONNEMENT-DDR-RSS



CONDITIONS PREALABLES

1. Etablissement et finalisation des besoins logistiques ;
2. Listes des hommes et armes approuvées, vérifications initiales des combattants ;
3. Sensibilisation des combattants et communautés

1. Mise en place de CNDDR et CI ;
2. Adoption Politique/Plan National de DDR/Critères d'Intégration ;
3. Installation des sites de cantonnement ;
4. Désarmement volontaire/Gestion des armes et munitions ;
5. Vérification du statut des combattants, enregistrement biométrique, remise de la carte de démobilisation

1. Lancement de projets de réinsertion socio-économique et de projets communautaires (en coordination avec les plans nationaux en cours ou en gestation) ;
2. Projets de développement économique au plan national à moyen et long terme

Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali

Immeuble MAGANE, Rue 39 (Rue du PNUD)
Badalabougou Est, Lot Num 2704, Bamako, MALI
Post Office Box B.P.E. 2616,
Bamako, Mali

Site : <http://minusma.unmissions.org>

